

MAI 2019



RECUEIL

# EUROPA

Dépasser le nationalisme  
*Escaping nationalism*

GenerationLibre

# Réveil

Une atmosphère particulière règne autour de cette nouvelle élection du Parlement Européen. L'Union Européenne n'est plus l'acquis politique ou même l'évidence historique qu'elle semblait être il y a encore quelques années. Elle nous paraît désormais fragile, nécessaire mais défailante, lointaine et pourtant quotidienne. Ses défenseurs peinent à faire entendre tous ses avantages tandis que ses adversaires ont bien du mal à proposer une autre alternative que la porte de sortie.

Le retour du nationalisme, visible aux quatre coins du continent, a le mérite de pouvoir réveiller les amoureux de l'Europe. Il faut sortir de la suffisance pour repenser un projet dont les quelques défauts font désormais plus de bruit que ses nombreux atouts. C'est pourquoi GenerationLibre a demandé à six penseurs de nous parler des bénéfices de l'Europe. Venues de Pologne, Roumanie, Espagne, Allemagne, France, et même des Etats-Unis, ces réflexions sont une rare prise de recul. Puissent ces textes, disponibles ici en français et en anglais, alimenter la réflexion et surtout l'action pour que la construction européenne sorte de la dangereuse torpeur des habitudes.

# Wake-up Call

*This new election of the European Parliament takes place in a very special atmosphere. The European Union is no longer the political given or even the historical evidence it seemed to be a few years ago. Necessary but deficient, distant and yet present in our daily lives, the EU seems more fragile than ever. Its defenders have a hard time giving voice to all its benefits while its opponents struggle to offer another alternative than the exit door.*

*The comeback of nationalism, visible across the continent, can wake up the lovers of Europe. It is important to emerge from complacency and rethink a project whose few flaws now make more noise than its many strengths. This is why GenerationLibre has asked six thinkers to write about the benefits of Europe. These reflections from Poland, Romania, Spain, Germany, France, and even the United States, provide some rare perspective. May these writings, available here in French and English, be food for thought and action to get the European construction out of the dangerous lethargy of habits.*

**Maxime Sbaihi**

Directeur Général  
Managing Director

GenerationLibre

---

**SOMMAIRE CONTENTS****Sylvie Goulard**

Il fait bon vivre en Europe, p. 4

*Europe Is A Good Place to Live*, p. 6

**Jacob Kirkegaard**

Reprendre le contrôle de notre identité numérique, p. 8

*Taking Back Control Of Our Digital Selves*, p. 11

**Blazej Lenkowski & Olga Labendowicz**

L'UE : un idéal d'aspiration, p.14

*The EU - An Ideal to Aspire To*, p.17

**Eduardo Fernandez Luiña**

Un nécessaire retour à l'essence de l'UE, p. 20

*A Necessary Return To The EU's Essence*, p. 24

**Ulrike Guérot**

Le plus gros problème européen : l'État-nation ?, p. 28

*Europe's Biggest Problem: The Nation State?*, p. 31

**Mircea Geoana**

À la recherche du temps perdu, p. 34

*In Search Of Lost Time*, p. 37



# Il fait bon vivre en Europe

**Sylvie Goulard** est une femme politique française. Ancienne députée européenne et ancienne ministre de la Défense française, elle a été conseillère de Romano Prodi, ancien président de la Commission européenne.

*Sylvie Goulard is a French politician. A former Member of the European Parliament and former Defense Minister, she was a political advisor to Romano Prodi when he was President of the European Commission.*



**L'**Europe dérange. Elle dérange parce que c'est, encore et toujours, une idée neuve. Parce qu'elle innove : là où dominait la confrontation, elle met la coopération, là où régnaient la diplomatie et la raison d'Etat, elle met la démocratie et le débat. Entre les peuples, elle crée des liens directs. Sa nouveauté bouscule les habitudes, ringardise les vieux usages, déprécie les rentes de situation nationales.

L'Europe gêne les casaniers parce qu'elle oblige à changer d'échelle, à penser multicolore, à se laisser bousculer par d'autres manières de voir et de vivre. A parler anglais (*horresco referens*). Il est bon d'aimer son pays, sa culture, de se sentir bien chez soi. Mais notre Brassens (national) avait raison de tourner en dérision les « imbéciles heureux qui sont nés quelque part ». Il sera toujours temps de croquer les pissenlits par ... les racines. La vie, c'est la sève qui la porte et la France ne s'est jamais tant grandie qu'en prônant des libertés universelles, en regardant plus loin.

Si l'Europe est fondée sur le respect de la dignité humaine, sur une certaine idée de l'Homme, ce n'est pas par hasard. Les pères fondateurs avaient appris. Dans le cours de leur existence, ils avaient subi deux guerres mondiales, vu la boucherie des tranchées, l'horreur des camps et du goulag. Ils défendaient une civilisation. Ils nous ont permis de vivre libres, en paix. Rappelez-vous, avec gratitude.

Comme les entomologistes alignent les papillons, les nationalistes voudraient vous épinglez dans leurs petites boîtes. Ne vous laissez pas attraper. Volez où bon vous semble. L'Europe ce sont des barrières abolies, des réseaux informels, des mondes plus fluides. Choisissez la variété des langues étrangères à la pauvreté de leur langue de bois. Choisissez les êtres humains, singuliers, plutôt que leurs appartenances contingentes.

L'Union européenne (UE) est inachevée. Baroque, elle avance en crabe. L'édifice est bancal, les fissures apparaissent. Toutes ces critiques sont fondées. Parfaite l'Europe ? Sûrement

pas, mais précieuse et vulnérable. Comme les adolescents de nos familles, fragiles et forts à la fois, elle nous trouble, parce qu'elle est encore en devenir, parce qu'elle nous tire vers l'inconnu. Et d'ailleurs qui dit mieux pour affronter les défis de notre temps? Qui propose autre chose que le retour en arrière, la nostalgie, le camp retranché ?

Choisissez la force plutôt que la nostalgie. Revenir au Franc ? Lequel ? « L'ancien » ou « le nouveau » (ma grand-mère ne s'y était jamais faite) ? A force de dévaluations, on s'y perdait. L'Europe c'est l'euro, stable, reconnu dans le monde entier, pratique pour déguster un caffè ristretto à peine arrivé Piazza Navona, sans engraisser de bureau de change. Luxe de riche ? Non, les camionneurs, les déménageurs qui sillonnent les routes, les ouvriers envoyés sur des chantiers dans d'autres pays d'Europe, en bénéficient aussi. Et tous les épargnants, mis à l'abri de la spoliation sournoise de l'inflation.

L'Europe a le souci des générations futures. Environnement, climat, maîtrise de la dette. La planète n'appartient pas à ceux qui y sont de passage et pourtant s'y installent, dans la prédation et le gaspillage. L'avenir se bâtit sur du solide, l'éducation, la formation, le progrès scientifique, l'innovation industrielle, pas sur la facilité, ni le gâchis d'argent public. L'Europe c'est la liberté des hommes, c'est la diversité des biens, sans être obligé de choisir. Fromage et dessert. Mozzarella di buffala campana et Paris-Brest. Choisissez les mélanges plutôt que les préventions. Ignorez les gardes-champêtres qui veulent refermer les frontières et multiplier les contrôles. Ignorez les marchands

d'épouvantails, rejetez les caricatures, les simplifications : la mondialisation ? Elle a fait sortir des centaines de millions d'êtres humains du dénuement ; les migrations ? Tant d'Européens ont quêté un asile ou cherché ailleurs, en leur temps, un avenir meilleur. Tant de travailleurs étrangers contribuent, chez nous, au bien-être collectif, font le sale boulot, sans faire parler d'eux. Soyons sérieux, vraiment. Les réalistes ne sont pas ceux qu'on croit.

## L'Europe ce sont des barrières abolies, des réseaux informels, des mondes plus fluides.

Peur du lendemain ? Cela peut se comprendre. La technologie donne le tournis. Le changement climatique menace. Mais la meilleure protection c'est l'instruction, c'est la compétence, c'est la créativité. Choisissez la confiance en soi plutôt que la crainte des autres.

L'Europe n'est pas une technocratie sans âme, une structure. L'Europe sera ce que vous voudrez bien en faire. Dans le doute, faites confiance. Levez le nez, regardez devant, jusqu'au bout de l'horizon. Et souriez. Car malgré toutes les inégalités à combattre, toutes les solidarités à reconstruire, il fait bon vivre en Europe. Ses réalisations, son patrimoine, ses paysages, sa diversité appellent notre mobilisation. N'attendez pas que les cathédrales brûlent pour pleurer et déplorer.

---

# Europe Is A Good Place To Live

---

**E**urope disturbs us. It is disturbing because it still is a new idea. Because it innovates by replacing confrontation with cooperation, by putting democracy and debate before diplomacy and state secrecy. Europe creates direct links between people. Its novelty shakes up the old habits, jostles the customs and challenges selfish national interests.

Europe annoys the homebirds because it forces us to change the scale of our mindset, to think in different colors and be challenged by other ways to live and think. It forces us to speak English. It's a good thing to love your country, culture and feel good at home but the French singer Georges Brassens was right to mock the "lucky beggars who were born somewhere". Lifeblood is perhaps more important than roots. France was never greater than when promoting universal freedoms beyond its own borders.

Europe was founded on the respect of human dignity, on a unique idea of men. That's not a coincidence. The founding fathers had learnt the lesson. During their lifetime, they had suffered two world wars, seen the atrocities of the tranches, the horror of the concentration camps and the gulags. They defended a civilization. They made it possible for us to live freely and in peace. Let's remember it with gratitude.

Nationalists would like to pin you in their little boxes just like entomologists do for

butterflies. Don't let them catch you. Fly anywhere you want. Europe has abolished the barriers, allowing informal networks to develop in a more fluid world.

We need to choose the variety of foreign languages over the poverty of their waffle. We need to choose human beings, each with their singularity, rather than their restrictive affiliations.

The European Union is incomplete and not walking straight. The structure is wobbly and cracks are appearing in the walls. These criticisms are legitimate. Of course Europe isn't perfect. It's precious and vulnerable. Just like teenagers in our families, both strong and weak, Europe upsets us because it is still growing up, because it carries us towards the unknown. Who has a better idea to rise to the challenges of our time? Who offers alternatives to the comeback in the past, the nostalgia and the high walls?

Let's choose force rather than nostalgia. Go back to the franc? Which one?

The old one or the new one which my grandmother always complained about? The successive devaluations lost everyone. Europe is the euro, stable, traded worldwide, handy to enjoy a caffè ristretto on Piazza Navona without losing time and money in a foreign exchange counter. A luxury for rich people, you say? No. Lorry drivers, removal men going up and down the roads, workers active in other European countries, all of them benefit from it. Not to mention all the savers, now protected from the sly dispossession of inflation.

Europe cares about the next generations. Think about the environment, global warming, debt reduction. The planet doesn't belong to those passing by and yet leave a permanent mark of waste and predation. Forget the easy options and misuse of public money, the future needs to be built on solid grounds, such as education, training, scientific progress, industrial innovation.

## Europe has abolished the barriers, allowing informal networks to develop in a more fluid world.

Europe is the freedom of men, the diversity of goods without being forced to choose. Cheese and dessert, Mozzarella di buffala campana and Paris-Brest cake. Let's choose blending rather than prevention. Let's ignore the frontier guards who want to close the borders and multiply the inspections. Let's ignore the doomsayers, reject the caricatures and simplifications. Globalization? It raised hundreds of millions of people out of poverty. Immigration? So many Europeans have once contemplated or sought asylum for a better future. So many foreign workers participate here to our collective well-being, take all the unwanted jobs without complaining. Let's

be serious here, the realists are not the ones we think.

Are you afraid of the future? That's understandable. The rapid progress of technology makes our heads spin. Global warming is threatening us. The best protection is education, competence, creativity. Let's choose the trust in ourselves rather than the fear of others.

Europe isn't a soulless technocratic structure. Europe will be what you want to make of it. In doubt, handle trust. Chin up, look forward towards the far end of the horizon. And smile. Because despite all the inequalities to fight, all the solidarities to rebuild, Europe is a good place to live. Its achievements, heritage, landscapes and diversity demand action from us. Don't wait for cathedrals to burn down to shed tears and express regrets.

---



# Reprendre le contrôle de notre identité numérique

**Jacob Kirkegaard** est chercheur-associé au Peterson Institute for International Economics depuis 2002. Auparavant, il a travaillé pour le ministère de la Défense danois, l'Organisation des Nations Unies en Irak et dans le secteur financier privé.

*Jacob Kirkegaard is a senior fellow at the Peterson Institute For International Economics since 2002. He previously worked at the Danish Ministry of Defense, the United Nations in Iraq and in the private financial sector.*



**S**hoshana Zuboff, professeure d'Harvard, fait une description presque dystopique<sup>1</sup> de notre époque digitale marquée par les réseaux sociaux et le e-commerce. Elle la décrit comme un nouvel ordre économique qui utilise gratuitement les expériences humaines comme matière première pour des pratiques commerciales secrètes d'extraction, de prédiction et de vente, avec pour résultat une concentration inédite de richesse, savoir et pouvoir dans les mains de quelques firmes technologiques mondiales créées et basées aux États-Unis. Que l'on soit d'accord ou pas avec cette analyse, il est clair que ce sont les décideurs et les juges de l'Union européenne (UE) qui furent les premiers à avoir la capacité et l'intention de changer les pratiques commerciales des grandes firmes technologiques dominantes comme Google ou Facebook.

La décision de la Cour Européenne de Justice en mai 2014 d'instaurer un « droit à l'oubli » pour les recherches Google comme principe fondamental du droit européen fut une première mondiale

de régulation gouvernementale des firmes technologiques et leur gestion des énormes quantités de données personnelles collectées par les activités des utilisateurs. Retranscrit ensuite dans le droit européen par le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), qui a étendu la régulation des données personnelles par l'UE, l'avis de la Cour de 2014 et ce même RGPD ont rapidement servi d'inspiration aux acteurs américains. Fin 2018, la Californie fit passer le California Consumer Privacy Act (CCPA) qui va faire bénéficier du droit à l'oubli et de beaucoup de dispositions du RGPD aux résidents californiens à partir de 2020. D'autres états américains sont maintenant en train de copier l'approche plus stricte de la Californie<sup>2</sup> concernant la vie privée et les données personnelles. On peut espérer que le risque d'un millefeuille de lois incompatibles au niveau des états force finalement le gouvernement fédéral à agir.

La régulation révolutionnaire de l'UE sur la vie privée et les données personnelles est une avancée très importante pour l'Europe et le monde pour plusieurs raisons.

<sup>1</sup> Shoshana Zuboff (2019), *The Age of Surveillance Capitalism*, Public Affairs, NY.

<sup>2</sup> Voir <https://www.dwt.com/Copycat-CCPA-Bills-Introduced-in-States-Across-Country/>

Tout d'abord, il est clair qu'aucun État-membre de l'UE n'aurait pu espérer l'emporter seul face aux firmes technologiques mondiales. Les nouvelles règles européennes de vie privée et sur les données personnelles représentent ainsi un excellent exemple de comment la coopération au niveau de l'UE peut résoudre non seulement les problèmes pan-européens mais aussi inspirer le reste du monde pour apprendre et même adopter ces solutions en dehors des frontières de l'Europe. Pris individuellement, aucun État-membre n'est assez grand pour forcer Google à véritablement changer ses pratiques commerciales. Si l'un d'entre eux essayait, Google se retirerait de ce pays et cela n'aurait qu'une conséquence infime sur ses profits au niveau mondial. Seul un marché de 500 millions de consommateurs est assez important pour qu'aucune firme technologique ne puisse faire une croix dessus.

Deuxièmement, les deux autres grandes superpuissances mondiales rivales que sont les Etats-Unis et la Chine ont leurs propres raisons internes, à la fois économiques et politiques, pour ne pas vouloir se préoccuper de la régulation de leurs puissantes firmes technologiques. Seule l'UE est capable d'aller de l'avant sur ce sujet dans un futur proche. Ce n'est pas un hasard si c'est la menace d'un référendum populaire inspiré du RGPD sur la régulation de la vie privée et des données personnelles qui a forcé les députés californiens à agir.

L'effet corrosif de l'argent sur la politique américaine ainsi que le pouvoir financier des firmes technologiques américaines leur a permis d'échapper depuis des décennies (au moins depuis le cas Microsoft de 1998) au bâton des autorités américaines de la

concurrence qui œuvrent habituellement en faveur du consommateur.

## Aucun État membre de l'UE n'aurait pu espérer l'emporter seul face aux firmes technologiques mondiales.

En Chine, dictature autoritaire qui est aussi le pays d'Alibaba et Tencent, l'idée européenne d'instaurer des règles pour protéger la vie privée et les données personnelles est impossible à imaginer politiquement pour ces monopoles qui sont alignés sur le gouvernement. Pour des raisons politiques évidentes de contrôle social, Pékin est heureux d'exclure du marché chinois toutes les firmes technologiques étrangères non-coopératives (le moteur de recherche de Google ne fonctionne pas en Chine, par exemple) mais ne s'oppose nullement à l'expansion des champions nationaux Alibaba et Tencent. La collection des données personnelles de la part des deux firmes joue un rôle clé dans le nouveau système de « crédits sociaux » du gouvernement chinois qui vise à classer chaque résident en fonction de son comportement. Non seulement les firmes technologiques chinoises ne risquent pas d'être contraintes par une régulation de protection de la vie privée mais elles sont des participants actifs de l'autoritarisme chinois du 21<sup>ème</sup> siècle basé sur le big data et l'intelligence artificielle.

Troisièmement, les problématiques d'aujourd'hui autour de la vie privée et des données personnelles découlent principalement de l'utilisation que les individus font des réseaux sociaux, du shopping en ligne et des moteurs de recherche.

## C'est à l'Europe seule qu'il revient de montrer le chemin en termes de régulation pour le monde de la 5G.

Or nous ne sommes qu'au début d'un défi beaucoup plus grand, celui de l'énorme production de données que l'installation imminente de réseaux de télécommunication 5G en Europe et à travers le monde va créer. Ces réseaux 5G vont bientôt connecter la plupart de nos appareils électroniques utilisés quotidiennement, comme la télévision, les machines à laver, les frigidaires, les congélateurs, les voitures. Une fois en ligne, ces appareils vont générer de vastes quantités de données personnelles qui reflèteront nos utilisations régulières et qui, en l'absence de régulation, pourront être revendues. Le big data deviendra un paramètre compétitif décisif dans quasiment tous les secteurs économiques et tous les segments de marché. Pour n'importe quel bien ou service, les différents acteurs de sa chaîne de production se battront pour le contrôle de ces données afin d'en tirer le plus de profit. Cet accès au big data crée de grandes opportunités pour l'intelligence artificielle et risque donc, en l'absence de

régulation, de créer de nouveaux pouvoirs monopolistiques pour quelques firmes dans quasiment tous les secteurs économiques par les mêmes mécanismes qui ont porté une firme comme Google sur le toit du monde de la recherche sur internet.

Compte tenu des obstacles politiques durables aux États-Unis et en Chine, c'est à l'Europe seule qu'il revient de montrer le chemin en termes de régulation pour le monde de la 5G afin que les utilisateurs gardent le contrôle sur leurs données personnelles et que tous les acteurs du marché aient un accès égal au big data. La mise en place d'outils régulateurs sur les données personnelles pour empêcher l'émergence de nouveaux monopoles semble politiquement réaliste uniquement en Europe. Le RGPD fait partie de ces outils, tout comme des mécanismes obligatoires de partage des données dans les secteurs économiques pour garantir l'accès à tous les acteurs de marché, nouveaux et anciens, au big data.

Dans l'économie 5G de demain, l'Europe sera plus nécessaire que jamais pour permettre aux Européens, et probablement au reste du monde, de contrôler leurs propres données personnelles et leur identité digitale. Elle sera nécessaire pour s'assurer que le big data reste au service de toute l'économie au lieu de bénéficier à quelques firmes dominantes.

---

# Taking Back Control Of Our Digital Selves

**H**arvard Business School professor Shoshana Zuboff's has an almost dystopian description<sup>1</sup> of our current digital age of social media and e-commerce. She describes it as a new economic order claiming human experiences as free raw materials for hidden commercial practices of extraction, prediction and sales, leading to an unprecedented concentration of wealth, knowledge and power inside just a few global technology firms to date founded and headquartered in the United States. Whether one subscribes to this view or not, it is clear that initially it was only European Union (EU) policymakers and judges that had the capacity and intent to force substantial changes in the business practices of today's dominant technology firms like Google and Facebook.

The landmark decision by the European Court of Justice in May 2014 to assert the "right to be forgotten" in Google searches as a fundamental principle of EU law represented the first material regulatory constraint imposed by any government in the world on how technology companies handle the vast amounts of personal data they harvest through users' online activities. Codified into subsequent EU law in the General Data Protection Regulation (GDPR), which expanded pioneering EU regulation of personal data and by extension the business methods of the technology firms generating them, the 2014 ECJ ruling and the GDPR quickly

served as inspiration to actors in the United States. In late 2018, California introduced its California Consumer Privacy Act (CCPA), extending the right to be forgotten and many of the new EU rights from the GDPR also to residents of California from 2020. Other U.S. states are now copying California's tougher approach<sup>2</sup> to data privacy, and there is some hope that the risk of a patchwork of incompatible U.S. state data privacy laws might even eventually compel the U.S. federal government to take action in this area.

The EU's groundbreaking data privacy regulatory practices are a big deal for Europe and the world for several reasons.

First of all, it is clear that no individual EU member state could have hoped to prevail against the global technology firms, and as such the new European data privacy rules represent an excellent example of just how EU cooperation can not only solve pan-European problems, but also enthruse the rest of the world to learn from and even ultimately extra-territorially adopt Europe's solutions. Individually, no EU member state has the market size to force a Google to fundamentally change its business practices. If one tried, Google could simply for the loss of an immaterial share of its global revenue withdraw from that individual member state. Only a single market of 500mn affluent EU consumers is too valuable for any technology company to forego.

<sup>1</sup> Shoshana Zuboff (2019), *The Age of Surveillance Capitalism*, Public Affairs, NY.

<sup>2</sup> See <https://www.dwt.com/Copycat-CCPA-Bills-Introduced-in-States-Across-Country/>

Secondly, the world economy's other two economic superpowers – the United States and China – are increasingly locked in a new great power rivalry and each have their own domestic political and economic reasons to shy away from seriously regulating their most powerful technology companies. Only the EU is likely to be able to push these issues for the foreseeable future. It is no coincident that it took the fear of a GDPR inspired popular referendum on data privacy rules in California for state lawmakers to take action. The corrosive effect of money in American politics and the financial might of the highly profitable U.S. technology firms has for decades – at least since the 1998 Department of Justice case against Microsoft – enabled them to escape much of the traditional pro-consumer American competition policy and privacy enforcement.

## No individual EU member state could have hoped to prevail against the global technology firms.

Meanwhile in China, both home to the world's largest non-American technology firms Alibaba and Tencent, and an authoritarian dictatorship, the basic concept of European style individual data privacy rules or restrictions on government-aligned corporate monopolies are politically impossible to imagine. While Beijing is for obvious political social control reasons happy to exclude non-compliant foreign technology companies from the Chinese market place (Google's search engine doesn't

work in China for instance), the government has posed virtually no constraints on the growth of domestic national champions Alibaba and Tencent's personal data-driven business models in China. Indeed, both companies' data collection constitutes an important part of the Chinese government's new pervasive "social credit" scoring system, aimed at ranking every Chinese resident by his or her social behavior. China's domestic technology firms are therefore not only unlikely to be restrained by government data privacy regulation, but are active participants in China's increasingly sophisticated and big data and AI-enabled 21st century authoritarianism.

Thirdly, and perhaps most importantly, today's data privacy issues resulting mostly from individuals' social media usage, online shopping and search engine usage are only the beginning of a far larger challenge associated with the enormous data-generation enabled by the imminent rollout of 5G telecommunications networks in Europe and across the world. 5G networks will soon connect most of our regularly used utilities, such as TVs, washers, refrigerators, freezers, or cars to the internet. As part of this process, these now online items will generate and – if unregulated - record for resale vast amounts of personal data reflecting our habitual daily uses of these goods. Such "big data" will become a decisive competitive parameter in almost any economic sector or market segment, as different parts of the supply chain of producers of a given good or service will fight over who will control these data and become able to capture their inherent value in their profits. Such "big data" access and the associated machine-learning and AI opportunities they create, risk – unless forcefully regulated and restricted

– generating new monopoly powers for particular firms in almost all sectors of our modern economy through many of the same mechanisms that first enthroned and then kept a company like Google on top of the global internet search market.

## It will (...) with almost certainty fall to Europe to show the regulatory way forward for the 5G world.

It will, in light of the lasting political obstacles facing adequate regulation in the United States and China to ensure effective consumer control over personal data and fair equal access for all market participants to a sector's "big data", with almost certainty fall to Europe to show the regulatory way forward for the 5G world. It seems politically realistic only in Europe to see potent regulatory tools implemented to forestall the rise of new data-driven monopolies. These include the fully and uniformly across the EU implemented GDPR and compulsory sectoral data sharing mechanisms guaranteeing all existing and new market participants access to the sector's "big data".

In tomorrow's 5G economy, Europe will be more needed than ever to enable Europeans, and indeed in turn probably everybody in the world, to control their own personal data and digital footprint, and keep "big data" in the service of the economy as a whole rather than just a few dominant firms.

---

## L'UE : un idéal d'aspiration

Diplômé de la faculté des sciences politiques et internationales de l'université de Lodz, **Blazej Lenkowski** est politologue, président de la Fondation Liberté!.

***Blazej Lenkowski** graduated from the Faculty of International and Political Science Studies of the University of Lodz. He's a political analyst, President of Liberté! Foundation.*



Responsable des relations extérieurs pour la Fondation Liberté!, **Olga Łabendowicz** a un doctorat en linguistique de l'Université de Lodz. Elle est également rédacteur en chef du trimestriel « 4liberty.eu Review » au nom de la Fondation Friedrich Naumann pour la liberté.



***Olga Łabendowicz** has a PhD in linguistics from the University of Lodz. Foreign Relations Officer at the Liberté! Foundation, she is also the Editor-in-Chief of the «4liberty.eu Review» quarterly on behalf of Friedrich Naumann Foundation for Freedom*

Lorsque l'on s'interroge sur ce que l'Union européenne (UE) a apporté à la Pologne, plusieurs choses nous viennent immédiatement à l'esprit : l'accès à un marché commun, l'espace Schengen, des initiatives aussi formidables que le programme Erasmus, ou encore un financement important qui a contribué à moderniser la Pologne en la faisant entrer plus rapidement dans le 21<sup>ème</sup> siècle après des années de négligence communiste. Pourtant, le plus grand cadeau que l'UE continue à nous faire est sans aucun doute celui d'un idéal d'aspiration, la vision d'une communauté de citoyens unie, ouverte et démocratique capable d'atteindre la grandeur.

En défendant des valeurs universelles et incontestables telles que le respect de la dignité humaine, des droits de l'homme, la liberté, la démocratie, l'égalité

et l'État de droit, l'UE a offert à tous ses membres, y compris la Pologne, un modèle à appliquer et un ensemble de lignes directrices à suivre. La création d'un ensemble de principes communs a ainsi constitué le fondement de l'ensemble du projet européen que la Pologne, pays historiquement déchiré entre l'Est et l'Ouest et encore souvent considéré comme un franc-tireur du bloc de l'Est, a volontiers fait sien lors de son adhésion. Intégrer ces idéaux n'était pas un problème puisqu'ils allaient de pair avec les objectifs de notre État après la chute du communisme. Nous nous efforçons depuis d'en faire notre principale préoccupation.

L'idée d'une coopération vers un ensemble pacifique et multinational d'États était cruciale pour faire entrer la Pologne, traditionnellement et géographiquement d'Europe de l'Est, dans

la sphère d'influence occidentale. C'est sans aucun doute l'adhésion à l'UE qui a joué un rôle vital dans le re-développement de notre pays. Juste après 1989, année où la Pologne a retrouvé sa souveraineté, c'est l'année 2004 qui représente le deuxième grand pas de la Pologne vers sa transformation en un véritable État Européen.

Depuis sa création par le traité de Maastricht, il y a 27 ans, le 7 février 1992, l'Union européenne a continué d'être un point de référence pour les polonais qui aspirent à améliorer leur bien-être. Les citoyens et les hommes politiques ont travaillé sur de nouvelles mesures qui permettraient à la Pologne de « rattraper » les États occidentaux, considérés comme un paradis économique et culturel. Cet objectif autrefois inatteignable n'a jamais été aussi proche grâce à l'adhésion à l'UE.

L'UE a également été une lueur d'espoir pour ceux qui souhaitaient un continent plus uni, plus hospitalier, qui amènerait un changement positif dans le cœur et l'esprit des membres de la société européenne. Car il existe bien une telle société, une union des citoyens des États-membres qui forme, volontairement ou inconsciemment, un organisme vivant unique. Tout comme les États-Unis ont leur melting pot, l'Union européenne est faite d'un magnifique mélange de nationalités et de cultures, un mélange dont nous devons tous être fiers et que nous devons accepter malgré ses quelques imperfections.

Cependant, l'adhésion à l'Union européenne a également très clairement montré que lorsque nous faisons partie d'un tel projet, nous, les États-membres, devons donner le meilleur de nous-mêmes. Cet objectif que nous espérons tous atteindre en Pologne

est malheureusement devenu un défi ces dernières années sous le gouvernement du parti Droit et Justice. Le déclenchement de l'abject Article 7 contre la Pologne le 20 décembre 2017, en réponse aux réformes judiciaires troublantes introduites dans le pays, a mis en lumière la plus grande menace pour le succès de l'UE : nous-mêmes. Face à cette situation, le rôle indispensable et nécessaire de l'UE est devenu évident : faire en sorte que tous les États-membres, quels que soient les gouvernements au pouvoir, poursuivent et restent sur la voie de la démocratie, de l'État de droit et de la responsabilité, préservant ainsi les valeurs qui ont toujours été au cœur de l'initiative européenne.

## Tout comme les États-Unis ont leur melting pot, l'Union Européenne est faite d'un magnifique mélange de nationalités et de cultures.

Les quinze dernières années en tant que membre de l'Union européenne ont prouvé que la Pologne, un État autrefois opprimé par des puissances étrangères, peut véritablement être à l'avant-garde de l'Europe. Donald Tusk, actuel président du Conseil Européen, est un des nombreux exemples d'hommes d'État inspirants qui ont contribué, ou continuent de le faire, au progrès de l'UE. Cela a toujours fonctionné dans les deux sens : l'UE permettant le progrès et la Pologne contribuant à la

Ce sens des responsabilités pour le bien commun des citoyens européens et le fait d'avoir une voix dans les affaires européennes ont été les plus grands avantages à faire partie de ce projet. Nous devons toutefois garder à l'esprit que ce projet a toujours été une arme à double tranchant et que lorsqu'un État-membre s'écarte de la voie précédemment convenue par toutes les parties, l'ensemble de l'UE perd quelque chose, que ce soit sa crédibilité, l'unanimité ou sa faculté à être un partenaire fiable. C'est probablement la leçon la plus importante à tirer de notre adhésion à l'UE. Ce n'est qu'ensemble que nous sommes capables d'atteindre la grandeur.

esprits des Polonais est toujours en cours et que ce n'est qu'ensemble, en tant qu'union d'États européens, que nous pourrons véritablement devenir la meilleure version de nous-mêmes. Merci de nous en avoir fait prendre conscience.

---

**Ce n'est qu'ensemble,  
en tant qu'union d'États  
européens, que nous  
pourrons véritablement  
devenir la meilleure  
version de nous-mêmes.**

L'Union européenne a toujours été et reste un projet. Les quinze dernières années d'adhésion de la Pologne à l'UE ont montré que nous sommes effectivement plus forts ensemble et que notre pays et ses citoyens jouent un rôle vital dans le succès de celle-ci. Cependant, aucun d'entre nous ne devrait se reposer sur des lauriers. Lorsque nous repensons au moment historique de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne en 2004, nous devons nous rappeler que la bataille pour les cœurs et les

# The EU – An Ideal To Aspire To

---

**W**hen asked about what the European Union has given Poland, a number of things immediately come to mind – be it the access to a common market, the Shengen area, such fantastic educational initiatives as the Erasmus program, or extensive and far-reaching funding, which has helped modernize Poland and bring it much faster into the 21st century after years of communist neglect. Yet, undoubtedly the greatest gift the membership in the EU has given our country (and one that keeps on giving) is an ideal to which aspire to – a vision of a united, open, democratic community of citizens that together may achieve greatness.

Standing for such universal and incontestable values as respect for human dignity and human rights, freedom, democracy, equality, and the rule of law, the European Union has offered all its members – including Poland – a template to implement and a set of guidelines to live by. Creating a commonly accepted set of principles thus constituted the foundations of the entire European project, which Poland – a state historically torn between the East and the West, still, often considered a maverick of the Eastern bloc – has gladly embraced upon its accession. Internalizing these ideals was really a no-brainer as these were in line with the key objectives of our state after the fall of Communism. Since then,

we have been striving to make them our bread and butter.

The idea of cooperation towards a peaceful and multinational conglomerate of states was crucial in bringing Poland – a traditionally and geographically Eastern European state – into the Western sphere of influence. Undoubtedly, it is precisely the EU accession that played a vital role in re-making our country into a developed one. After 1989, when Poland finally fully regained its sovereignty, it was indeed the year 2004 that constituted the second great leap on our path towards a truly European state.

Since its inception twenty seven years ago by means of the Maastricht Treaty signed on February 7, 1992, the European Union has continued to be a point of reference for Polish people aspiring to improve their welfare and well-being. Citizens and politicians have been working on further developments that would enable Poland to “catch up” with the Western states, which have been considered an economic and cultural paradise – an objective once unattainable, and since the EU accession more feasible to attain than ever.

The European Union has also served as a beacon of hope to those who wished for a more united and neighborly continent which would foster a positive change in the hearts and minds of the members of the European society – for there is such a society, a union of citizens of respective member states that (whether

willingly or subconsciously) together make up a unique living organism. Just like the United States have their melting pot, the European Union has championed a magnificent mixture of diverse nationalities and cultures – a combination of which we shall all be proud of and embrace it, despite some of its shortcomings.

However, membership of the European Union has also made it painfully clear that when being a part of such a project we, the member states, must truly be the best versions of ourselves – a goal that in Poland we all hoped to achieve and which, sadly, in the recent years under the rule of the Law and Justice government has become challenging. The triggering of the infamous Article 7 against Poland on December 20, 2017, a response to the troubling judiciary reforms introduced in the country, identified the greatest threat to the success of the EU – ourselves. In light of these developments, the indispensable and much needed role of the EU became obvious: to ensure that all member states, irregardless of the ruling governments, would remain and further follow on the path towards nurturing democracy, the rule of law, and responsibility, thus safeguarding the values that from the very beginning have been at the core of the European initiative.

**Just like the US have their melting pot, the EU has championed a magnificent mixture of diverse nationalities and cultures.**

The last fifteen years as members of the European Union have proven that Poland, a state formerly oppressed by foreign powers, can truly stand at the forefront of Europe – Donald Tusk currently presiding over the European Council being only one of the examples of many inspiring statesmen who did, have, or still are contributing to the betterment of the entire EU. Because it has always worked both ways – the European Union enabling progress, but also Poland contributing to the general direction the EU shall take. This sense of responsibility for the common good of the European people and having a say in the European matters has been one of the most significant perks of being a part of this project. We must, however, bear in mind that it has always been a double-edged sword, and when any member state strays from the previously agreed upon by all parties path, all of the EU loses something – may it be credibility, unanimity, or a reliable partner. And this is probably the most important lesson from our membership in the EU. Only in togetherness are we capable of moving closer to greatness.

The European Union has always been a project and it still remains one. The past decade and a half of Poland's membership in the EU has shown that we are, indeed, stronger together and that our country and its citizens play a vital role in the success of this promising undertaking. None of us should, however, rest on laurels. When we now look back at the historic moment of Poland's accession into the European Union back in 2004, we must remember that the battle for the hearts and minds of Poles is still an ongoing one, and that it is only together, as a union of European states, that we may truly become the best version of ourselves. And for this realization we are thankful.





# Un nécessaire retour à l'essence de l'UE

Directeur du think tank Instituto Juan de Mariana, **Eduardo Fernández Luiña** est un analyste politique espagnol. Il enseigne les sciences politiques à l'université Francisco Marroquín à Madrid.

*Eduardo Fernández Luiña is a Spanish political analyst and director of the think tank Instituto Juan de Mariana. He teaches political science at the University Francisco Marroquín in Madrid.*



L'Union européenne (UE) ne vit pas ses meilleurs moments. La dernière décennie a été marquée par une crise économique qui a ouvert une fenêtre d'opportunité pour les mouvements populistes, d'extrême gauche ou extrême droite, qui ont fait irruption sur la scène politique de nombreux pays européens. La montée du populisme est une très mauvaise nouvelle pour l'Union. Les populistes à gauche, comme Syriza, ou à droite, comme Marine Le Pen, ont une vision sceptique de l'avenir de l'Union européenne. Il y a beaucoup de voix qui veulent sortir de l'UE, le cas britannique en est l'exemple, ou détruire le projet d'intégration européen.

Paradoxalement, les défenseurs du libéralisme classique se montrent également sceptiques quant à l'avenir de l'Union. Rares sont ceux qui ont réfléchi à la légitimité de cet objet politique non-identifié issu du traité de Paris de 1951. Il est évident que certains éléments du processus de

construction européenne ne sont pas compatibles avec la structure des droits et libertés individuels. L'hyper-régulation émanant des institutions européennes menace la souveraineté nationale mais aussi la souveraineté individuelle. De plus, les institutions supranationales, surtout la Commission, souffrent d'un évident déficit démocratique qui a déjà été diagnostiqué il y a longtemps par un grand nombre d'intellectuels.

Au-delà de ces aspects négatifs, il est cependant aussi nécessaire de reconnaître les avantages et les vertus de l'Union. Cela est indispensable, surtout en ces temps marqués par le populisme, le Brexit et les incertitudes autour de l'économie et de l'avenir même de l'UE.

Le plus grand succès de l'Union a été l'avènement de la paix sur le continent. C'est vrai, c'est un cliché mais c'est important de le rappeler. La naissance et le développement de l'UE vont de pair avec la plus grande période de paix qui soit depuis des décennies. Plus de soixante-sept ans se sont déjà écoulés depuis la naissance de la première

Communauté Economique du Charbon et de l'Acier (1951).

Le Traité de Paris qui l'a créée a favorisé la construction d'une communauté d'intérêts. Il s'agissait d'une action stratégique dans le but d'ouvrir d'innombrables pistes de coopération et de développer le marché commun européen. De nombreux eurosceptiques affirment que l'Union européenne est une conséquence de la paix et non l'inverse. Personnellement, je suis en désaccord avec cette affirmation. L'histoire nous a montré que les pères fondateurs ont abouti, après de longues discussions, à une conclusion d'une grande pertinence après avoir entamé les négociations du Traité de Paris. Ils virent le besoin d'un lieu de dialogue et de discussion pour que les Etats membres puissent exprimer leurs préférences. Cet espace de dialogue, cette agora politique permettant de nous comprendre en tant qu'européens, s'appelle Union européenne.

La paix ne s'instaura qu'une fois cet espace construit, qu'une fois les vases communicants et les intérêts communs établis. Le marché commun fut aussi un objectif premier des pères fondateurs. Il fut le principal instrument de coopération entre les citoyens européens au niveau régional.

Aujourd'hui, le marché commun est le plus grand marché intégré de la planète. Plus de cinq cent millions de personnes en profitent tous les jours. Le marché unique est le moteur économique de l'UE mais aussi son outil de politique étrangère le plus important. Le marché commun revêt une grande importance lorsque l'UE négocie des accords de libre-échange avec d'autres états ou régions du monde.

La paix et le marché commun sont les deux grands succès de l'Union. Mais l'UE peut également être défendue du point de vue du libéralisme classique comme mécanisme efficace de fragmentation du pouvoir. L'UE sert de contrepoids au pouvoir des États-nations. Peut-être cette interprétation n'a-t-elle jamais été prise en compte, mais toutes les personnes engagées dans la défense des libertés individuelles devraient voir dans l'Union un instrument divisant le pouvoir et empêchant sa concentration par les populistes liberticides.

## L'UE peut également être défendue du point de vue du libéralisme classique comme mécanisme efficace de fragmentation du pouvoir.

La chose la plus paradoxale est que cette idée de l'UE comme mécanisme au service de la division des pouvoirs fait partie de son identité confédérée. Cette idée de confédération pourrait être la voie par laquelle le projet d'intégration internationale le plus important et le plus abouti au monde devrait être « relancé ».

L'idée européenne des pères fondateurs consistait à développer une confédération d'États pour ouvrir des canaux de coopération et ainsi contribuer à la paix. L'idée est très intéressante, pertinente et cohérente avec la vision libérale classique qui s'est toujours méfiée du pouvoir.

Comme le disait le philosophe Lord Acton, «le pouvoir corrompt et le pouvoir absolu corrompt absolument». C'est pourquoi, lors de la construction d'un espace de coopération institutionnelle, une confédération a contribué à créer un espace de dialogue tout en divisant le pouvoir. L'architecture institutionnelle de l'UE a favorisé cette division. Le schéma était simple : une institution intergouvernementale, le Conseil de l'Union Européenne exprimant les intérêts des États, et deux institutions supranationales, le Parlement Européen et la Commission Européenne.

L'identité confédérée possédait quelque chose qui est mis en doute par la polarisation dominante du débat : le concept de co-souveraineté. Tous s'y opposent si on observe bien les débats et discussions qui se déroulent au Parlement. Certains acteurs politiques veulent que la souveraineté revienne aux États-membres. D'autres, au contraire, souhaitent transférer la souveraineté nationale aux institutions supranationales de Bruxelles. Les deux positions devraient inquiéter les libéraux classiques car elles sont contraires aux souhaits des pères fondateurs.

Tous ceux qui luttent pour la liberté doivent défendre la fragmentation et non la concentration du pouvoir. Peu importe si cette concentration a lieu dans les institutions bruxelloises ou dans les États. La division du pouvoir contribue à la protection de notre structure de droits et de libertés individuels. Au contraire, tout processus de concentration du pouvoir devrait être automatiquement rejeté par les défenseurs de la liberté. Aujourd'hui, il semble que ce processus de concentration se passe au niveau de l'État plutôt qu'à l'échelle supranationale. Le Brexit, ou la perte de

libertés individuelles par les populistes de droite en Hongrie, devraient nous alerter et nous informer sur la valeur de l'UE aujourd'hui.

Les nationalistes profitent d'une certaine narration médiatique pour accuser l'UE de tout. L'UE serait donc responsable de la crise migratoire, de la crise économique et de la perte de pouvoir des pays européens sur la scène mondiale. Rien n'est plus éloigné de la réalité. Les gens devraient être conscients que ce sont toujours les États qui gouvernent, c'est évident lorsque nous observons les préférences des politiques.

## Le discours fédéral européen est aux abonnés absents de la prochaine élection européenne.

Chaque politique a soif de pouvoir. Pourtant, malgré l'attractivité de la politique européenne, les grands acteurs politiques veulent avoir un siège dans les parlements nationaux. Si les critiques de l'UE avaient raison, les meilleures positions sur la scène politique seraient au niveau supranational et non dans l'espace national. Encore une fois, les dirigeants de tous les partis dans tous les pays ne souhaitent pas être promus au niveau de l'UE. Ils veulent rester sur le territoire national car ils savent que ce sont les États qui ont le pouvoir, malgré ce que disent les eurosceptiques.

L'UE sert à contrôler partiellement ce pouvoir. Toutefois, cela ne veut pas dire que

je défends un transfert de pouvoir vers les institutions bruxelloises. Comme indiqué précédemment, la concentration du pouvoir est un pas en arrière pour protéger notre structure de droits et de libertés. La solution la plus satisfaisante serait d'institutionnaliser la structure confédérale qui a marqué le développement de l'Union depuis ses origines. Conservons l'UE telle qu'elle se présente depuis le début, c'est-à-dire comme un objet politique non identifié. Ni un État, ni une organisation internationale.

Il est nécessaire de renouer avec la vieille idée de l'Europe. Des concepts tels que celui de la géométrie variable devraient reprendre leur place dans le débat. Nous pourrions et devrions aussi discuter d'options de sortie. Bien évidemment, la critique d'une éventuelle harmonisation fiscale de l'UE doit toujours être présente. Le marché commun ainsi que la concurrence fiscale entre États membres doit rester une partie de l'ADN du projet européen.

Le discours confédéral européen est aux abonnés absents de la prochaine élection européenne. Il n'apparaît nulle part dans l'offre politique, personne n'est là pour expliquer qu'une nature confédérale fait partie de l'essence de l'Union. L'environnement polarisé dans lequel nous vivons est terriblement négatif et ne peut nous mener nulle part. Le choix est réduit entre ceux qui défendent une Europe fédérale et ceux qui veulent un affaiblissement de l'Union et le retour aux États nationaux. Nous avons besoin d'une autre idée de l'Europe et de l'Union européenne.

Les défenseurs de la liberté devraient pouvoir proposer une troisième voie alternative. Ils devraient raviver l'ancienne idée d'une Europe confédérale, celle qui

a construit une communauté d'intérêts et de coopération grâce au marché commun. Cette même idée qui a réussi à instaurer la paix grâce à l'interaction libre et volontaire d'individus et d'élites politiques. L'Europe pourra retrouver le chemin de la prospérité seulement si nous retrouvons l'idéal de la confédération.

---

# A Necessary Return To The EU's Essence

---

The European Union (EU) is not going through its best moments at present. The economic crisis of the past decade has created a window of opportunity that has catapulted the populist movements, left- or right-wing, to the political scene in many European countries. The rise of populism is really bad news for the Union. Populists on the left side, like Syriza, or on the right, like Marine Le Pen, show a sceptical vision with regard to the future of the European Union. There are many voices that want to leave, as in the British case, or even destroy the European integration project.

The defenders of classical liberalism have, paradoxically, also been sceptical of the future of the EU. Only few of them have reflected on the legitimacy of this unidentified political object that arises from the Treaty of Paris in 1951. Obviously, there are definitely elements in the process of the European construction that are not compatible with the structure of individual rights and freedoms. The hyper-regulation that emanates from European institutions threatens national sovereignty and also individual sovereignty. In addition, the supranational institutions, above all the Commission, suffer an evident problem of democratic deficit - already diagnosed a long time ago by a large number of intellectuals.

However, in addition to these negative elements we must also recognize the benefits and virtues of the Union. That's

especially true in these times marked by populism, Brexit and the uncertainty surrounding the economy the future of the EU itself.

The greatest achievement of the Union has been peace in the continent. True, it's a cliché, but it's important to remind it. The birth and development of the EU goes hand in hand with the longest period of peace for decades. More than sixty-seven years have already passed since the birth of the first of the European communities, the Economic Community of Coal and Steel (1951).

The Paris Treaty that gave rise to it promoted the building of a community of interests. This action was strategic to open innumerable avenues of cooperation and developing the European common market. Many Eurosceptics point out that the European Union is a consequence of peace, not the opposite. I personally disagree with this statement. History showed us that the founding fathers, through lengthy discussions, reached a conclusion of great relevance after starting the negotiations of the Paris Treaty. They saw the need for a place of dialogue and discussion to express member states' preferences. That space of dialogue, that political agora to understand us among Europeans, was called the European Union.

Peace was only possible once that space was built and once the communicating vessels and common interests were established. Yet the common market was

the most important cooperation instrument between European citizens at a regional level.

Today, the common market is the largest integrated single market on the planet. More than five hundred million people benefit from it on a daily basis. It is the economic engine of the EU but also the most important tool of its foreign policy. It is of great relevance when the EU negotiates free trade agreements with other states or regions throughout the world.

## The EU can also be defended from a classical liberal view as a successful mechanism of fragmentation of power.

Peace and the common market represent the two great achievements of the union. In addition, the EU can also be defended from a classical liberal view as a successful mechanism of fragmentation of power. The EU serves to check and balance the nation states' power. Perhaps this interpretation has never been taken into account, but everyone committed to the defense of individual freedom should see in the Union an instrument that divides power and prevents its concentration by liberticidal populists.

The most paradoxical thing is that the idea of the EU as a mechanism at the service of the division of powers lies in its confederated identity. This confederate road could be

the path by which the most important and successful international integration project in the world should "re-run".

The European idea of the founding fathers consisted in the development of a confederation of states to open channels of cooperation and thus contribute to peace. The idea is great and coherent with the classic liberal vision. The classical liberal worldview has always distrusted power. As the philosopher Lord Acton said, "power corrupts, and absolute power corrupts absolutely". Therefore, when building an institutional cooperation space, a confederation contributed to build a space for dialogue and at the same time to divide power. The institutional architecture of the EU promoted this division. The scheme was simple: an intergovernmental institution, the Council of the European Union that expressed the interests of the States, and two supranational institutions, the European Parliament and the European Commission.

The confederate identity possessed something that is now in doubt because of the prevailing polarization: the concept of co-sovereignty. Everyone goes against it, as witnessed by the current debates and discussions taking place nowadays in the Parliament. Some political actors want sovereignty to return to the member states. Others wish the opposite by transferring national sovereignty to the supranational institutions of Brussels. Both positions should worry classic liberals. Both options are contrary to the wishes of the founding fathers.

All those who fight for freedom should defend the fragmentation and not the concentration of power. It does not matter if this concentration takes place in the Brussels institutions or in the states. The division of

power contributes to the protection of our structure of individual rights and freedoms. Any process of concentration of power should be automatically rejected by the defenders of freedom. At present, it seems that the process of concentration of power is taking place at the state level rather than the supranational level. Brexit, or the loss of individual liberties by right-wing populism in Hungary, should both alert and inform us about the value of EU today.

Nationalists take advantage of the narrative built in certain media to blame the EU for everything. The EU takes the blame for the migration crisis, the economic crisis or the global loss of power of European countries. That's far from reality. People should be aware that the states are still the ones that rule, that's evident when we observe the preferences of politicians.

Every politician craves power. Despite the attractiveness of European politics, the big political players want a seat in national parliaments. If critics of the EU were right, the best political positions would indeed be in the supranational field and not in the national space. Again, leaders of all parties in all countries do not wish to move up to the EU. They want to remain in the national territory because they know that, despite the existing Eurosceptic narrative, power still resides in the states.

The EU serves to partially control that power. However, this does not mean I'm an advocate of a transfer of power to the Brussels institutions. As stated earlier, concentrated power represents a step back in the protection of our structure of rights and freedoms. The most satisfactory solution would be to return and institutionalize the confederal structure that

has marked the development of the union since its origins. Let's keep the EU as it has been up to now: an unidentified political object. Not a state, neither an international organization.

It is necessary to recover the old idea of Europe. Concepts such as variable geometry should regain prominence. Also, we could and should talk about exit options. Obviously, the criticism of a potential fiscal standardization of the EU must always be present. The common market and tax competition between member states must remain part of the DNA of the European project.

The European confederal narrative is missing in the campaign for the next European election. It does not appear anywhere in the political offer, no one points out that such confederal nature is part of the essence of the union. The polarized environment in which we live is terribly negative and cannot lead us anywhere. The choice has been narrowed to those in favor of a federal Europe and those in favor of weakening the union and return to a world of national states. We need another idea of Europe and the European Union.

The defenders of liberty should be able to propose a third alternative way. They should recover the old idea of a confederal Europe, which built a community of interests and cooperation thanks to the common market. The idea which was able to achieve peace through the free and voluntary interaction of individuals and political elites. Only by recovering its confederation ideal will Europe be able to find again the path of prosperity.

---





## Le plus gros problème européen : l'État-nation ?

**Ulrike Guérot** est une politologue allemande, fondatrice et directrice du European Democracy Lab, un think tank dédié à l'avenir de la démocratie en Europe. Elle est professeure de politique européenne et d'étude de la démocratie à l'université du Danube à Krems.

*Ulrike Guérot is a German political analyst, founder and director of the European Democracy Lab, a think-tank dedicated to the future of democracy in Europe. She is a professor for European Policy and the Study of Democracy at the Donau University Krems.*



L'opposition entre l'État-nation et l'Europe est le nouveau paradigme de la politique européenne, celui qui a remplacé la dichotomie gauche-droite. Cela est d'autant plus visible que des mouvements populistes identitaires revendiquent un retour de la souveraineté : Salvini s'oppose à Bruxelles à propos du budget italien, Orban s'oppose à Bruxelles sur les réfugiés, la Pologne s'oppose à Bruxelles à propos de la retraite des avocats, l'Allemagne s'oppose à Bruxelles sur la pollution carbone des villes, etc. Quelle est donc cette bête de Bruxelles que les États-nations veulent combattre, ignorer ou à laquelle ils veulent opposer une résistance ? Dans tous ces cas, ce n'est sûrement pas la nation qui réagit contre les réglementations ou les ordonnances de Bruxelles. Il s'agit seulement de la moitié de la nation et cela rend les choses encore plus complexes. On nous parle d'une période de renationalisation en Europe mais nous assistons en réalité à une division au sein des nations partout sur le continent. Les sociétés

entières se divisent en deux. Il existe, d'un côté, une partie de la société qui est cosmopolite, plutôt urbaine, éduquée, flexible, ouverte sur les valeurs et libérale, qui s'accroche à « l'Europe ». Ce sont, d'après la formulation de Theresa May, les « citoyens de nulle part ». D'un autre côté, il existe une partie de la société qui est plutôt rurale, peu éduquée, immobile, âgée et masculine, qui veut absolument que la nation prime pour assurer la sécurité et garder le contrôle sur tous les changements. Ce sont les « citoyens de quelque part ». Mais qui peut prétendre être les vrais Italiens, les vrais Britanniques, les vrais Polonais ou les vrais Allemands ? Qui représente la nation ? Qui est le peuple ? Dans le cas britannique, est-ce les Brexiters, les Remainers ou d'autres ? L'État-nation est aujourd'hui en quelque sorte victime de ce processus historique.

D'après le paradigme du philosophe italien Giorgio Agamben, si un corps électoral se divise en deux ou plusieurs parties irréconciliables, le pays est en état de guerre civile, ou stasis en grec. Stasis signifie impasse institutionnelle. En d'autres termes, il s'agit d'un système qui ne s'est pas

suffisamment adapté au changement et qui affronte donc une objection depuis l'extérieur. Telle est la confrontation entre l'Union européenne et les « populistes » aujourd'hui. Il est trop facile de reprocher aux soi-disant populistes de s'attaquer à l'UE. L'UE devrait plutôt répondre à la question de savoir qui détient le monopole légitime du pouvoir dans le système politique européen : est-ce l'État-nation ou l'UE ? Et comment ce pouvoir est-il légitimé ?

Pour répondre à ces questions, le moment est venu de définir ce qu'est un État-nation et de décider si l'État-nation est le problème de l'Europe d'aujourd'hui. La plupart des gens pensent qu'une nation a quelque chose à voir avec le patrimoine culturel, l'identité, l'ethnie, etc. C'est le sentiment sur lequel surfent tous les mouvements identitaires actuels en Europe, souvent avec un langage raciste. L'identité ou l'origine sont bien sûr importantes mais il faut répéter que c'est la loi, une constitution par exemple et non pas la culture qui fait de la nation un État-nation. « Maintenant que nous avons la République italienne, nous devons faire des Italiens », célèbre citation de Garibaldi en 1862. C'est à travers le processus de constitutionnalisation de Paulskirche que les Allemands sont devenus une nation après 1848, processus renversé par le général Bismarck qui a en quelque sorte fait les Allemands à travers l'égalité des droits sociaux. Cela explique probablement aussi pourquoi le National Health Service britannique peut prétendre, peut-être avec la BBC, être le dernier symbole national du Royaume-Uni, non pas parce que tous les gens en bénéficiant sont britanniques d'origine mais bien parce que tous ceux qui ont un passeport britannique peuvent y aller gratuitement. Pour paraphraser Bill Clinton :

c'est la loi, idiot !

Un État-nation est formé de ceux qui appartiennent au même corps électoral et votent pour le même parlement. Les appartenances ethniques peuvent recouvrir plusieurs États-nations. C'est le problème de toutes les minorités actuelles en Europe qui ne se trouvent pas légalement dans « leur » culture d'appartenance, comme les Hongrois en Roumanie, les Silésiens (allemands) en Pologne, etc. La non-congruence entre nation et État a été le principal moteur de la guerre il y a tout juste cent ans précisément, puisqu'il est question de l'Allemagne, pour que l'État et la culture ne fassent plus qu'un.

**On nous parle  
d'une période de  
renationalisation en  
Europe mais nous  
assistons en réalité à  
une division au sein  
des nations partout  
sur le continent.**

Ainsi, l'Europe a toujours eu au mieux des États multinationaux, et même des empires autrefois multinationaux comme celui des Habsbourg. Le Royaume-Uni ou l'Espagne actuelle sont de facto des royaumes « multi-ethniques » mais forment une seule communauté juridique, ou constitutionnelle, tout comme le Royaume de Belgique. Pire encore : à chaque fois que le cadre juridique d'un État-nation fut censé s'articuler autour d'une seule nation ethnique (comprendre

nettoyage ethnique) la démocratie en Europe fut en danger. Voulons-nous répéter l'Histoire en appelant à un État-nation plus ou moins homogène (la Hongrie, par exemple) ou en produisant, comme on peut déjà le constater, l'artefact d'une « nouvelle appartenance britannique » ?

## Nous devrions construire le prochain projet européen sur le principe de l'égalité politique pour tous les citoyens européens.

Dans la nouvelle édition de ses écrits « La nation ou le sens pour le social », le sociologue français Marcel Mauss définit la nation comme une « solidarité institutionnalisée ». Ceux qui comprennent qu'ils sont dans des tissus socio-économiques impénétrables décident de former une nation. Cette définition n'est-elle pas utile pour décrire ce qui se passe dans la discussion sur le Brexit, reflétant l'effort désespéré de démêler ce tissu avec un coût élevé pour tous, Britanniques et Européens ? Ne pourrions-nous pas engager une discussion approfondie sur ce que la définition d'une nation par Mauss, celle d'une solidarité institutionnalisée et non aléatoire, pourrait signifier pour l'Europe de demain plutôt qu'abandonner le débat à la régression des discours identitaires partout en Europe, plutôt que se réfugier dans les appartenances ethniques et prétendre que « le drapeau fera l'affaire » ?

La « solidarité institutionnalisée » pourrait signifier que nous devrions construire le prochain projet européen sur le principe de l'égalité politique pour tous les citoyens européens, sans concurrence. Indépendamment de leur origine et de leur appartenance ethnique, ils doivent avoir un égal droit de vote, d'imposition et d'accès aux droits sociaux. Si tel était le cas, « l'État-nation » ne serait plus un problème en Europe !

---

# Europe's Biggest Problem: The Nation State?

**N**ation state vs. Europe is the new political paradigm which has replaced the left-right dichotomy in European politics. Especially since identitarian populist movements claim sovereignty back: Salvini against Brussels on the Italian budget, Orban against Brussels on refugees, Poland against Brussels on lawyers' retirement, Germany against Brussels on carbon pollution in towns etc. Who is this Brussels biest that nations states now want to fight down, resist against or at least ignore? To be sure, it is in all these cases not the nation firing back against Brussels regulations or orders. It is – to make things more complex – in each case only half of the nation. We are told to witness a time of “renationalisation” in Europe these days. Yet, in reality, we are experiencing across the continent the split of nations: whole societies fall into two pieces.

On the one hand, there is a cosmopolitan, rather urban, rather educated, rather flexible rather value-open, rather liberal part of society, clinging to “Europe”. Those are, in the wording of Teresa May the “citizens of nowhere”. On the other hand, a rather rural, rather uneducated, rather immobile, rather older and rather male part of society who definitely wants the nation back to keep control over too many changes and provide security. Those are the “citizens of somewhere”. The question is: who can claim to be the real Italians, the real Brits, the real Poles or the real Germans? Who stands for the

nation? Who is the people? In the British case the Brexiters, the Remainers or who? Today's nation state, in a way, is the victim of this historical process.

If – in the theoretical paradigm of the Italian philosopher Giorgio Agamben – an electoral body falls into two or more non-reconcilable parts, the country is in the state of civil war – Stasis, in its Greek expression. Stasis means institutional deadlock. In other words, a system that has not sufficiently adapted to changes and that therefore confronts objection from the outside. That is the confrontation EU vs. “populists” today. It is too easy to blame the so-called populists for nibbling at the EU. Rather the EU has to answer the question who has the legitimate monopoly of power in the political system of Europe: the Nation state or the EU? And how is it legitimized?

To answer that question, time has come to define what a nation state is – and to decide whether the nation state is the problem of today's Europe. Most people think that a nation has something to do with cultural heritage, identity, ethnicity etc. That is the feeling on which all the identitarian movements in Europe today surf, often with a racists tongue. And sure, identity or origin matters. But in essence, and this can't be repeated often enough in these days, it is the law – a constitution! – and not the culture that makes the nation a nation state. ‘Now that we have the Italian Republic, we need to make the Italians’, is the famous quote of Garibaldi in 1862. It was the process of

constitutionalization of Paulskirche which made the Germans subsequently a nation after 1848, toppled by Bismarck's general German health assurance, which sort of made the Germans through the egalitarian feature of equal social rights. That is probably why the National Health Service can claim – perhaps next to the BBC – to be the last national symbol of the UK, and that is not, because all people going there are Brits by origin, but because all those having a British passport can go there for free. In other words, quoting Bill Clinton: It's the law, stupid!

## We ought to build the next European project on the principle of political equality for all European citizens.

A nation state is formed by those who are in the same electoral body, who vote for the same parliament. Ethnicities can spread over diverse nation states. That is the problem of all current minorities in Europe, who do not find themselves legally in "their" culture of belonging, e.g. the Hungarians in Romania, the (German) Silesians in Poland etc. The non-congruency of nation and state was the most important driver for war just a hundred years ago, precisely – speaking of Germany – with the aim to make nation state and culture congruent. Hence, at best, Europe has always had multi-national states – and formerly multi-national empires, e.g. the Habsburg Empire. The UK or today's Spain are de facto 'multi-ethnic' kingdoms, but one law (or constitutional) community,

and so is the Kingdom of Belgium. Even worse: When the legal framework of a nation state was supposed to be built around only one ethnic nation (meaning: ethnic cleansing) democracy in Europe was always in danger. Do we want to repeat history in calling for a more or less homogenous nation state (Hungary) or produce, as one can already observe, the artefact of a "new Britishness"?

Marcel Mauss, French sociologist of last century, defines in the newly edited fragments of his writings, which just have been published under the title "La nation ou le sens pour le social" (the nation or the sense for solidarity), that nation, de facto, means nothing else but "institutionalized solidarity". Those who understand that they are in impenetrable socio-economic fabrics decide to form a nation. Isn't this definition helpful to describe what is going on in the Brexit discussion, mirroring the desperate effort to disentangle this fabric at high costs for all, Brits and Europeans? Couldn't we go into a deep discussion about what Mauss' definition of a nation – institutionalized, not random solidarity – could mean for tomorrow's Europe, rather than letting go the regression of identitarian discourses all over the place in Europe, fleeing back into ethnicities and pretending that "the flag will do it"?

"Institutionalized solidarity" could mean that we ought to build the next European project on the principle of political equality for all European citizens, as citizens don't compete. Independent of origin and ethnicity, they must be equal in voting, in taxation and in their access to social rights. If they were, the 'nation state' would no longer be a problem in Europe!

---





## À la recherche du temps perdu

Ancien ministre des Affaires étrangères roumaines, **Mircea Geoana** est le président de l'Institut Aspen Roumanie depuis 2006. Sénateur, il est également l'ancien président du Sénat Roumain.

***Mircea Geoana** is a former Minister of Foreign Affairs of Romania and the President of the Aspen Institute Romania since 2006. He is a Romanian Senator and former President of the Romanian Senate.*



Lorsque j'ai signé, en décembre 2004, les documents de clôture des négociations d'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne en tant que ministre des Affaires étrangères de mon pays, je n'ai pas eu beaucoup de temps pour réfléchir à la signification profonde de ce moment historique. L'immense pression des détails techniques des chapitres complexes en cours de négociation, la politique byzantine derrière ce processus frénétique ou la résolution de crises de dernière minute obscurcissaient, à l'époque, la vue d'ensemble.

Douze ans après l'adhésion à l'Union européenne (UE), nous sommes toujours tentés de nous pencher davantage sur les conséquences économiques et politiques de cette époque bénie. Le PIB de la Roumanie a triplé, les investissements directs venus de l'étranger ont explosé et des millions de Roumains voyagent et travaillent librement aujourd'hui en Europe. Après le succès des vagues d'élargissement de l'OTAN et de l'UE, l'Europe paraissait se rapprocher de ses contours géographiques et culturels. Il semblait que l'injustice historique faite

à des millions d'Européens laissés entre les mains despotiques du communisme et du stalinisme après la Seconde Guerre mondiale avait été réparée, la plupart d'entre eux retournant finalement chez eux, dans la grande famille des démocraties européennes et occidentales et des pays épris de liberté.

Mais pour la Roumanie, ce moment allait au-delà de la réparation tardive des sombres décennies d'un dur communisme national. L'adhésion à l'UE a été la rédemption de siècles de séparation de nos ancêtres latins et la guérison douloureuse de la séparation avec la civilisation occidentale. Loin de sa famille naturelle, la nation roumaine a dû lutter, résister, s'adapter et toujours survivre, divisée entre puissances rivales, avec une seule croyance qui nous maintenait en vie en tant que nation : le sentiment profond que nous sommes les frères et sœurs de Rome, que notre langue et notre identité nationale sont nos seuls passeports pour le long et douloureux retour vers notre destin naturel, l'Europe.

Pour nous Roumains, douze ans, ce n'est rien à côté de la longue traversée du désert. Quelque part au fond de notre

mémoire ancestrale, nous savons que l'histoire ne s'arrête jamais et que la géographie est l'amie et l'ennemie de la Roumanie. Car cette même année 2004, heureuse année de la clôture de nos négociations, a également montré les limites de l'ambition européenne. J'ai également signé le texte original de la Constitution Européenne, lorsque les dirigeants européens ont signé à Rome le plus ambitieux document de vision et de volonté politique pour le projet européen. Un document peut-être trop ambitieux puisque cette vision s'est écroulée sous les lourds revers des référendums français et néerlandais. Cette tentative européenne courageuse pour atteindre l'étape supérieure de l'intégration européenne sera sauvée, maladroitement et sans conviction, par le traité de Lisbonne.

Ainsi, lorsque nous voyons depuis mon pays resurgir sur notre continent les vieilles lignes de fracture et les anciens nationalismes, nos radars historiques nous signalent un danger et un sentiment de déjà-vu. Rien ne pourrait être plus dramatique pour nous, Roumains, qu'un éventuel échec ou une fragmentation du projet européen, un retour à l'histoire telle que nous la connaissions, en étant incapables de tirer les leçons des tragédies du passé. L'Europe « à plusieurs vitesses » a probablement un sens dans certains endroits de l'ancien Occident mais elle suscite des inquiétudes dans notre partie de l'Europe. Certains disent que nous avons commis une erreur en approfondissant et en élargissant simultanément l'Union européenne et que les divergences entre l'Ouest et l'Est, le Nord et le Sud ne peuvent être dépassées qu'en renforçant

le noyau. C'est peut-être vrai en théorie. Néanmoins, en ces temps géopolitiques difficiles que nous traversons, où presque toutes les grandes puissances regardent avec adversité ou incrédulité notre expérience singulière de multilatéralisme, nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de nous éloigner et devons tout faire pour avancer, même si ça paraît difficile et à contre-courant aujourd'hui.

## L'adhésion à l'UE a été la rédemption de siècles de séparation de nos ancêtres latins.

Oui, l'Europe est loin d'être parfaite. L'asymétrie du pouvoir politique et économique entre les grands et les petits États-membres crée les conditions préalables à l'acrimonie et aux accusations de « colonialisme économique ». L'afflux massif de citoyens des nouveaux membres donne l'occasion aux populistes occidentaux de surfer sur le vent du mécontentement dans certaines poches de leur opinion publique. Nous ne sommes pas toujours d'accord sur la menace Russe et la nécessité de garder les États-Unis près de nous. Nous ne faisons pas toujours preuve de solidarité lorsque des membres de la famille européenne sont frappés par une crise économique, un chômage des jeunes persistant ou une vague d'immigration sur leurs côtes.

Il est également vrai qu'aucune construction politique ne peut survivre indéfiniment si

elle ne s'adapte pas à la nature changeante des besoins humains et sociétaux. En Europe, la vision utopique d'un monde postmoderne, dans lequel les seules prouesses économiques et le soft power nous permettent de rivaliser sur un pied d'égalité avec d'autres superpuissances dotées d'un puissant arsenal économique, militaire et technologique, touche lentement à sa fin.

Et pourtant, le projet européen vaut la peine d'être défendu et mérite l'investissement. Aussi imparfait soit-il, il possède les ingrédients d'une expérimentation continue et réussie. Car les « imperfections parfaites » de l'Europe que sont la diversité culturelle et linguistique, les divergences dans l'évaluation des risques et des opportunités, la myriade de traditions locales et régionales, sont aussi la combinaison parfaite pour la créativité, l'innovation et la flexibilité nécessaires dans un monde qui se dirige vite vers l'inconnu et où personne ne contrôle vraiment la situation.

La Roumanie est une miniature de cette « fusion homogène » qu'est notre Europe. Séparée depuis des siècles en différentes provinces historiques, traversée par les Carpates et bénéficiant du plus long tronçon du Danube sur son territoire, la Roumanie est à la fois une nation européenne du centre, du sud-est et de la mer Noire. Rejoindre enfin l'Europe pour la Roumanie, c'est comme se sentir « à la recherche du temps perdu », en rattrapant le temps perdu historique qui nous a éloignés de notre berceau civilisationnel. C'est pourquoi les Roumains sont les pro-Européens les plus enthousiastes de l'UE. Non pas pour les financements de l'UE, ni pour la liberté de circulation, ni même pour l'augmentation du niveau de vie (bien qu'inégalement répartie dans tout le pays) que nous ont offert l'adhésion à l'Union. L'enthousiasme vient du

sentiment d'appartenance à une famille trop longtemps désunie et finalement réunie, du sentiment d'unicité et de fierté de ce qui fait tous les Européens. Il vient aussi d'un sens du destin commun que nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de gaspiller, que ce soit par dessein, par négligence, simple vœu pieux ou insouciance.

Pour la première fois, la Roumanie assure la présidence du Conseil de l'UE dans une période où l'agenda européen semble dominé par la situation absurde (Eugène Ionesco ferait sans doute de cette tragi-comédie un autre chef-d'œuvre) du Brexit et les incertitudes des prochaines élections européennes. En même temps, nous pouvons aussi directement constater le déroulement imparable du processus d'achèvement du projet, que ce soit par le marché unique de l'énergie, la directive sur le gaz naturel, les progrès significatifs en matière de propriété intellectuelle, le marché numérique, l'union bancaire ou la transformation complexe de nos économies et sociétés face au numérique et à la quatrième révolution industrielle. Comme un combat épique entre les forces de l'intégration et celles de la désintégration, la politique et les tendances structurelles se heurtent à des résultats manifestement incertains

Vu de Bucarest, notre traditionnel système d'alerte précoce indique bien le danger, mais il nous dit aussi autre chose : il n'y a pas d'autre moyen que de persévérer sur la voie européenne, quels que soient les obstacles, la douleur, les démons du passé, la peur de l'inconnu ou simplement le doute de soi. C'est la seule façon d'avancer, aussi bien pour la Roumanie que pour l'Europe, de ne plus jamais chercher le temps perdu. Plus jamais ça.

# In Search Of Lost Time

---

In December 2004, when I was signing, as Foreign Minister of my country, the closing documents of the accession negotiations of Romania to the European Union, I didn't have much time to think of the deeper significance of that historic moment. The immense pressure of the technicalities of the complex chapters under negotiation, the byzantine politics behind that frantic process or solving last-minute crises obscured, at that time, the much broader picture.

After 12 years since the accession to the European Union, we still have the temptation to look more at the economic and political consequences of that auspicious moment. Romania's GDP tripled, FDI boomed, millions of Romanians travel and work freely today in Europe. After successful waves of NATO and EU enlargements, Europe seemed to return closer to its geographical and cultural contours. It seemed that the historical injustice done to millions of Europeans left in the despotic hands of communism and Stalinism after World War II was undone, most of them finally returning home, in the big family of European and Western democracies and freedom-loving nations.

But for Romania it was something even larger than the late reparation of the somber decades of harsh national-communism. Joining the EU was the redemption from centuries of separation from our Latin ancestries and the painful healing from the split from the western civilization. Far away from its natural family, the Romanian nation had to

struggle, resist, adapt, and always survive, split between rival powers, with only one belief keeping us alive as a nation: the deep sense that we are the brothers and sisters of Rome, that our language and national identity are our only passports for the long and painful road back to our natural destiny, Europe.

**Joining the EU was  
the redemption from  
centuries of separation  
from our Latin ancestries.**

12 years is nothing, compared to the long crossing of the desert for us, Romanians. And, somewhere in the back of our ancestral memory, we know that history never ends, and that geography is Romania's friend and foe, alike. Because the same 2004, the blessed year of the closing of our negotiations, also has shown the limits of Europe's ambition. I also have my signature put on the original text of the European Constitution, when the European leaders signed in Rome the most far-reaching document of vision and political determination for the European project. And a bridge too far, a vision that was to crumble under the heavy blows of the French and Dutch referenda, an audacious European attempt for the next stage, awkwardly and unconvincingly rescued by the Lisbon Treaty.

Thus, when we see in my country the old fracture lines and old nationalisms

resurfacing on our continent, our early warning historical radars are signaling danger and a sense of déjà vu. Nothing could be more dramatic for us, Romanians, than an eventual failure or fragmentation of the European project, a return to history as we knew it, incapable to learn from the tragedies of the recent and distant past. Europe « a plusieurs vitesses » probably makes sense in some parts of the old West but is triggering anxiety in our part of Europe. Some say that we made a mistake by simultaneously deepening and enlarging the European Union. That the discrepancies between West and East, North and South can be addressed only by strengthening the core. In theory, it might be true. But in the rough geopolitical times we are living, with almost all major powers looking with adversity or disbelief at our unique experiment of multilateralism, we just cannot afford not to stay closer together and do whatever it takes to move forward, as difficult and counter-current as it seems today.

**When we see in my country the old fracture lines and old nationalisms resurfacing on our continent, our early warning historical radars are signaling danger and a sense of déjà vu.**

Yes, Europe is far from being perfect. Asymmetry of political and economic power between large and smaller member states create the preconditions for acrimony and accusations of « economic colonialism ». The large influx of citizens from the new members give the opportunity to populists in the West to surf the wind of discontent in some segments of their public opinions. We don't see eye to eye when it comes to the threat of Russia and the need to keep America close to us. We don't always show solidarity when members of the European family are struck by an economic crisis, persistent youth unemployment or a deluge of immigration on their shores.

And, also always true, no political construct can survive indefinitely if it doesn't adapt to the ever-changing nature of human and societal needs. In Europe, the utopian vision of a post-modern world, in which economic prowess and soft power alone can make us compete on equal ground with other super powers equipped with the whole arsenal of economic, military, and technological might is slowly coming to an end.

Still, the European project is worth defending and investing in. Imperfect as it is, it possesses the ingredients of continuous successful experimentation. Because, Europe's « perfect imperfections » - cultural and linguistic diversity, divergence in risk and opportunity assessment, myriad of local and subnational traditions - are also the perfect combination for creativity, innovation, and adaptability in a world which is speeding ahead towards the unknown and where no one is certain of ultimate control of the commanding heights.

Romania is a miniature of this « homogeneous amalgamation » that is our Europe. Split for centuries in different historic provinces, crossed by the Carpathians and enjoying the longest Danube section on its territory, Romania is at the same time a Central, South Eastern and Black Sea European nation. Finally joining Europe feels in Romania like been « à la recherche du temps perdu » - catching up with the historical lost time that kept us afar from our civilizational cradle. This is why Romanians are the most enthusiastic pro-Europeans in the EU. Not for the EU funds and the freedom of movement or even the increase in living standards - albeit unevenly distributed across the country - triggered by joining the Union. But for a sense of belonging to a family for too long disunited and finally reunited. For a sense of uniqueness and pride of what makes all Europeans. And for a sense of common destiny that we just cannot afford to waste, either by design, negligence, mere wishful thinking or benign neglect.

For the first time, Romania holds the presidency of the EU Council in a period in which the European agenda seems to be dominated by the absurd situation (Eugene Ionesco would undoubtedly make another masterpiece out of this tragi-comedy) of Brexit and the uncertainties of the approaching European elections. But, at the same time, we can see first-hand the unstoppable unfolding of the process of completing The Project continuing - either by the single Energy Market, the Natural Gas Directive, significant progress on Intellectual Property, the Digital Market, the Banking Union or the complex transformation of our economies and societies in front of

digitalization and the fourth industrial revolution. Like an epic fight between the forces of integration and those of disintegration, politics and structural trends collide with apparent uncertain outcomes.

Seen from Bucharest, our traditional early warning system does indeed indicate danger but is also telling us something else: there is no other way than persevering on the Europe path, no matter the obstacles, the pain, the demons of the past, fear of the unknown or just self-doubt. This is the only way forward, for both Romania and Europe to never search for the lost time. Not ever again.

---

# La raison d'être du think-tank.

Tocqueville déplorait déjà, dans *L'Ancien Régime et la Révolution*, « l'effrayant spectacle » des philosophes français, coupés du reste de leurs semblables, ignorants de la vie de la Cité, aveugles au reste du monde. « Même attrait pour les théories générales, les systèmes complets de législation et l'exacte symétrie dans les lois ; même mépris des faits existants ; même confiance dans la théorie. »

A l'inverse, les politiques restent bien souvent détachés de toute réflexion philosophique, en se reposant trop exclusivement sur l'administration pour imaginer les projets de réformes.

**« C'est donc à mieux marier théorie et pratique, principes philosophiques et action politique, que doivent travailler les think-tanks »**

Sur le fondement d'une doctrine claire, ils rassemblent les compétences d'experts pour décliner des idées parfois inhabituelles en politiques publiques précises et chiffrées. S'agissant du revenu universel par exemple, GenerationLibre s'est emparé d'un concept puissant mais très abstrait pour élaborer une proposition économiquement viable sous la forme d'un impôt négatif.

Il est heureux que les think-tanks jouent un rôle croissant sur la scène publique française. Au-delà des convictions de chacun, c'est la garantie d'un débat riche et informé sur les grands sujets de notre temps.

## ACTIONS

# Notre combat quotidien.

## Nos objectifs.

- 1. Vivre et laisser vivre**, pour permettre à chacun de définir ses propres valeurs dans une société ouverte.
- 2. Briser les rentes**, parce que la libre concurrence des échanges comme des idées est le meilleur moyen de contester l'ordre établi.
- 3. Penser le progrès**, pour que les innovations technologiques demeurent au service de l'individu.

## Nos dernières publications.

- « Supprimer la réserve héréditaire », mars 2019.
- « Pour une GPA responsable en France », octobre 2018.
- « Objet social : ne laissons pas le juge moraliser l'entreprise », juin 2018.
- « Légaliser le cannabis. Arguments légaux et médicaux en faveur d'un changement de modèle », mai 2018.

# The Think Tank's Purpose

Tocqueville already deplored in *The Old Regime and the Revolution*, “the frightening spectacle” of French philosophers, cut off from their peers, unaware of the life of society and blind to the rest of the world. “The same attraction for general theories, comprehensive systems of legislation and exact symmetry in the laws; the same contempt for existing facts; the same confidence in theory.”

Conversely, politicians are too often detached from any philosophical reflection, relying too much on the civil service to come up with reform projects.

**“It is for the purpose of a better combination between theory and practice, philosophical principles and political action, that think tanks must work”**

On the basis of a clear doctrine, they bring together the skills of experts to sometime shape unusual ideas into specific and quantified public policies. With regard to universal basic income for example, GenerationLibre took hold of a powerful but very abstract concept and developed an economically viable proposition in the form of a negative tax.

It is positive that think tanks are playing an increasingly large role in the French public arena. Beyond the convictions of each person, this is the guarantee of a rich and informed debate on the major issues of our age.

---

**ACTIONS**

# Our daily challenge

## Our objectives

**1.** **Live and let live**, to allow everyone to define their own values in an open society.

**2.** **Liberalize the economy**, because the free trade of goods and services like ideas is the best way to challenge the established order.

**3.** **Apprehend progress**, so that technological innovation continues to benefit individuals.

## Our latest publications

- “Let’s get rid of the French reserved portion”, March 2019;
- “Legalizing surrogacy in France”, October 2018;
- “Beware the moralisation of companies by judges”, June 2018;
- “Why legalize cannabis and how to do it”, May 2018;

---

NOUS SOUTENIR

# Soutenir de nouvelles idées.

GenerationLibre est un think-tank fondé en 2013 par le philosophe Gaspard Koenig. Son financement repose exclusivement sur la générosité de ses membres, seule garantie de sa liberté de ton et de son indépendance. Il refuse toute subvention publique et n'effectue aucune activité de conseil.

## **Nous écrire, nous rencontrer.**

GenerationLibre  
24, rue Saint-Lazare  
75009 Paris  
[contact@generationlibre.eu](mailto:contact@generationlibre.eu)

[www.generationlibre.eu](http://www.generationlibre.eu)